

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 233 du 30 juin 2025**

Contre le Salon du Bourget : des milliers de manifestants dénoncent « l'économie de guerre » et « le business de la mort »

À l'appel de l'organisation *Stop Arming Israel* et de nombreuses associations, Plus de 5.000 personnes ont manifesté le samedi 21 juin « contre l'économie de guerre » et « le business de la mort », au départ de Bobigny (Seine-Saint-Denis) et en direction du Salon du Bourget, derrière des banderoles réclamant la fin du « génocide en Palestine » et « Salon du Bourget : marchands de mort ».

Sous la pression de la campagne contre la participation d'Israël à ce salon, par une *subite pudeur*, le gouvernement français a décidé de cacher ces missiles qu'il ne saurait voir et a provoqué ainsi un bel imbroglio diplomatique avec Israël.

Si le stand d'Israël subit une censure bien hypocrite, les opposants à ce salon en grande partie militaro-commercial ont subis des pressions pour les empêcher d'exprimer leur réprobation. Le parquet a ouvert une information judiciaire pour « **participation à une association de malfaiteurs en vue de commettre le délit d'entrave à la circulation d'un aéronef** »¹. D'après ce que l'on peut comprendre de l'action envisagée, il s'agissait d'un lâcher de ballons gonflés à l'hélium et sans doute marqués par quelques slogans indignés. Bref, de quoi gâcher la fête.

Selon un communiqué intersyndical des organisations du 93 : " *La répression n'a pas manqué de s'abattre sur ceux qui défendent la justice, l'égalité et la paix. La bourse du travail de Bobigny a été encerclée. Des forces de l'ordre ont pénétré sur le parvis et arrêté un militant. Une police qui n'aura cependant pas réussi à pénétrer dans les locaux de la Bourse face à l'opposition pacifique mais résolue de jeunes militant-es et de syndicalistes. Nous demandons la libération de tous les manifestants réprimés*"

Agression antisyndicale et fasciste d'un camarade travaillant au Louvre

Vendredi 20 juin, Georges, Délégué Syndical de la section CGT des restaurants Ducasse du musée du Louvre, est pris à partie puis frappé en rejoignant le métro à la sortie de son travail. La CGT-Culture et l'Union Syndicale CGT Commerce, Services et Distribution de Paris condamnent avec la plus grande fermeté cette agression. Les agresseurs n'ont pas dissimulé le motif politique de leurs actes en désignant notre camarade de « sale communiste » et « sale marxiste ». Ce fait n'est pas isolé, comme en témoignent les communiqués de l'US Commerce et l'US Culture. Les employeurs publics et privés doivent protéger les travailleurs La CGT ne se laissera pas intimider !

Tolérance zéro avec l'extrême droite, ses idées et ses pratiques violentes !

Renforçons notre vigilance antifasciste !

Grève unitaire dans l'audio - visuel public

Dans le projet global de casse des services publics l'audio - visuel n'échappe pas à la règle. Le 30 juin aura lieu au Parlement l'examen d'un projet de loi sur la refonte de l'audio - visuel public en holding, incluant France Télévision, Radio France l'INA et France Medias Monde.

L'unique but de l'opération est de réaliser des économies au détriment des services proposés. Depuis des mois salariés et syndicats ne cessent de dénoncer ce projet de holding, dont le terme même renvoie aux montages capitalistiques bien maîtrisés par nos financiers. Unis dans cette opposition au projet les syndicats CGT - CFDT - FO - SNJ et Sud de France Télévision ont déposé un préavis de grève pour le 30 juin. Ce projet maintes fois remanié (holding puis holding - fusion et enfin holding - executive...) marque surtout l'entêtement et l'ambition

personnelle d'une ministre sur la sellette, à mille lieues des intérêts des entreprises de l'audio - visuel public et des salariés. Notons qu'il est prévu de nommer un directeur unique de l'information, ce qui n'est pas sans rappeler aux moins jeunes d'entre nous les riches heures de l'ORTF gaullienne...pilotée depuis l'Elysée.

Arcelor-Mittal : la lutte continue

À l'appel de la CGT, des salariés d'ArcelorMittal bloquent l'un des portiers d'accès aux usines de laminage à froid de Florange depuis 11 heures mardi 24 juin 2025. Ils protestent contre la poursuite du plan social qui doit entériner la suppression de 194 postes, dont 113 licenciements.

Le vendredi 20 juin, Les salariés ont bloqué les trains à un passage à niveau pour ralentir l'activité entre l'usine à chaud et l'usine à froid. *"On va mettre un coup au portefeuille de Mittal",* dit Lionel Buriello, secrétaire général de la CGT de ArcelorMittal à Florange qui ajoute : *"L'action d'aujourd'hui vise à contrer le PSE qui est en train de s'orchestrer au sein de la société ArcelorMittal. Ça fait quelques mois qu'on se bagarre contre les licenciements probables, les redressements, les délocalisations. La direction déroule son projet. C'est une journée de lutte nationale pour dire non au PSE",* explique Lionel Buriello. *"La nationalisation reste la priorité des priorités. On pourra geler ce plan social".*

Reprise des supermarchés Colruyt : 889 salariés menacés de licenciement

Depuis le 17 juin, l'enseigne COLRUYT a été rachetée par le groupe *Les Mousquetaires*. Ce sont désormais 104 hypermarchés et 44 stations-service qui appartiennent au groupe, sans que les travailleurs de ces établissements n'aient eu leur mot à dire. D'autres établissements COLRUYT sont encore dans le viseur du groupement. La société affirme que les établissements logistiques ne sont pas concernés. Mais peut-on faire confiance aux promesses patronales ?

La Fédération CGT Commerce et Services rappelle : " que les travailleurs ne sont pas des marchandises. Ils n'ont pas à faire les frais de décisions prises par des actionnaires qui se moquent de leurs conditions de travail, trop souvent remises en cause lors de changements d'employeurs.

Pour rappel, depuis la vente des magasins Casino il y a près d'un an, les conditions de travail se sont dégradées de manière inquiétante. La Fédération ne connaît que trop bien les conséquences de ces ventes pour les travailleurs : dégradation des conditions de travail, atteintes à leur santé et atteinte aux conquits sociaux. Elle appelle tous les travailleurs de ces enseignes à se mettre en grève, pour réclamer des augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail, et surtout pour rappeler au repreneur que sans eux, pas de bénéfices !"

Des lycées professionnels et le premier cycle universitaire à la botte du patronat

C'est ce que demande Patrick Martin président du syndicat patronal du MEDEF. Dans une interview au journal économique *"Challenges"* il fustige sur les réformes engagées dans les lycées professionnels qui selon lui ne sont pas suffisamment soutenues. Les lycées professionnels dit-il *« c'est un scandale national, une voix de garage, il faut qu'on aille plus vite et plus loin sur la réforme des lycées professionnels »*. Il poursuit : *« un devoir d'être accompagnant avec les bureaux des entreprises avec des offres de stage avec notre implication dans la gouvernance de ces lycées professionnels pour beaucoup mieux accompagner les jeunes »*. Patrick Martin à propos de l'orientation parle d'un fiasco total : *« C'est de notre responsabilité et de notre intérêt que les jeunes et leur famille, les enseignants soient beaucoup mieux éclairée sur les opportunités professionnelles sur les filières pour les lycées professionnels et le premier cycle universitaire »*. Reprenant le vieil adage: "on n'est jamais mieux servi que par soi-même" le patron des patrons veut faire main basse sur une main d'œuvre pratiquement gratuite et privatiser l'enseignement.

Esclavage moderne en Champagne, de la prison ferme requise au procès des patrons

Le procès pour traite d'êtres humains, lors des vendanges 2023 en Champagne, s'est tenu Châlons-en-Champagne. Le parquet a requis de la prison ferme pour traite d'êtres humains dont deux ferme, contre la gérante d'une société de prestations viticoles, et trois ans, dont un ferme, contre deux hommes accusés d'avoir recruté les vendangeurs.. Les victimes sont une cinquantaine de vendangeurs, souvent sans-papiers. Ces travailleurs étaient soumis à des conditions de vie et de travail proche de l'esclavage. pour José Blanco, de la CGT Champagne, également partie civile, il faut que *«les conditions d'hébergement et de rémunération des travailleurs saisonniers soient inscrites dans le cahier des charges de l'AOC Champagne»*. Pour la première fois dans un procès sur la question des vendangeurs, le Comité Champagne, qui représente 16.200 vignerons, 130 coopératives et 370 maisons de Champagne était lui aussi partie civile.

Rappelons que lors des vendanges 2023 quatre personnes sont décédés dans la région, lors d'un mois de septembre particulièrement chaud. Ce qui leur a valu le surnom des *«vendanges de la honte»*.

L'UD CGT Paris relance sa campagne revendicative de l'été sur le thème du travail sous fortes chaleurs à Paris.

L'UD CGT Paris relance sa campagne revendicative de l'été sur le thème du travail sous fortes chaleurs à Paris. Le but de cette campagne est d'alerter sur les dangers du travail sous fortes chaleurs qui est un sujet particulièrement important dans une ville peu adaptée aux températures extrêmes comme Paris. La revendication centrale de cette campagne est **l'arrêt du travail dès 28°C pour les travaux physiques, et 30°C pour les travaux sédentaires**. C'est pourquoi la campagne s'appelle "*Arrêt du boulot quand il fait trop chaud !*"

La Rochelle : les syndicats dénoncent une « mascarade » à l'hôpital

La CGT et SUD ont organisé une grève, devant l'hôpital Saint-Louis, à La Rochelle, en pleine inspection de la Haute autorité de santé. En effet, Les experts de la Haute autorité de santé (HAS) sont actuellement à La Rochelle pour inspecter l'établissement, dans le cadre de l'évaluation obligatoire pour obtenir une certification. L'an dernier la certification avait été obtenue sous conditions.

" *C'est un ultime recours* ", remarque Emmanuel Dallièrre, secrétaire général CGT Santé, qui dénonce la « mascarade » qui se joue cette semaine. "*L'hôpital fonctionne toute l'année de manière dégradée dans les services. Comme par hasard, quand les inspecteurs sont là, il n'y a plus aucun manque de personnel, pour montrer qu'on est un bon élève.*"

Les syndicats CGT et SUD ont organisé une manifestation, mardi 17 juin, devant l'hôpital Saint-Louis de La Rochelle pour exprimer leurs inquiétudes. « La certification permet de mener des projets : un nouvel hôpital, l'achat de matériel, souligne Emmanuel Dallièrre. Sans elle, ces projets seront remis.

Les agents en grève demandent donc plus de moyens, "*des effectifs en fonction de la charge de soin et non de l'occupation des lits*" et un recrutement massif de personnel.

" *Le budget du groupe est en déficit de 9 millions d'euros*", affirme le responsable CGT, ajoutant que La marge de manœuvre se fait sur la main-d'œuvre, avec des mises à la retraite et des conseils de discipline. »

Hérault : NON aux suppressions de postes pour financer la guerre ! Plus de moyens pour le social !

Alors que les conclusions de la commission parlementaire sur la Protection de l'Enfance pointent l'urgence d'un investissement massif dans le secteur, le Département de l'Hérault tourne le dos à la prévention spécialisée et sacrifie les professionnels et les jeunes qu'ils accompagnent.

Après plusieurs mois de combat et de fausses promesses du département :

LE 10 JUIN : LA TRAHISON SE CONFIRME :

Ce sont 35 % des effectifs de l'association qui sont visés par des licenciements !

Moins de trois mois plus tard, le masque tombe : Le Département annonce par courrier à notre direction :

- La fermeture des services de Sète, Frontignan, Béziers, et potentiellement Lunel
- La suppression de deux postes d'éducateurs à Mosson (Montpellier)

Ainsi, les services ferment ! Les éducateurs sont licenciés, et les jeunes abandonnés.

La situation dans le département de l'Hérault reflète l'état de la protection de l'enfance sur l'ensemble du territoire.

Il ne s'agit plus d'un manque de moyens, mais bien d'un de choix politiques assumés :

- D'un côté, on réduit les budgets pour le social et le médico-social
- De l'autre, on accroît les dépenses militaires, on « réarme » le pays

LA CGT refuse que les enfants, les jeunes, les travailleur·ses sociaux soient les victimes collatérales d'un projet de société inhumain, où la logique sécuritaire supprime la solidarité. Nos métiers sont essentiels, préservons-les.

Nos revendications sont claires :

- Aucun poste supprimé / Aucun service fermé par le Respect des engagements du Département
- Des moyens pour prévenir, protéger et accompagner la jeunesse, pas pour militariser la société
- Pérennité des budgets de la Prévention Spécialisée

La CGT a appelé à une grève et à des rassemblements massifs sur tout le territoire :

NON aux suppressions de postes pour financer la guerre ! Plus de moyens pour le social !

Mort de 3 adolescents stagiaires en entreprise : Les élèves doivent être à l'école et pas à mourir au travail !

Après un apprenti de 15 ans fin avril, puis un lycéen de bac pro de 17 ans, c'est au tour d'un élève de 16 ans de classe de seconde en « séquence d'observation » de perdre la vie en entreprise. Et, nous ne pouvons oublier que le plus jeune des morts au travail est un élève de 3e !

La CGT Éduc'action s'associe à la douleur des familles et des proches des victimes, notamment les personnels qui accompagnaient ces jeunes.

Avec l'explosion des périodes de stage en entreprise, les jeunes sont de plus en plus exposés aux dangers sans y être préparés. Les accidents tragiques s'accumulent démontrant avec plus d'acuité la nécessité de revoir les obligations liées à ces périodes de stage, de les repenser pour mieux les encadrer et assurer la sécurité des jeunes en entreprise. Or depuis plusieurs années, les gouvernements successifs ont fait le choix d'augmenter la présence des jeunes mineurs dans l'entreprise. Ces drames le rappellent, contrairement aux préjugés libéraux, l'entreprise n'est pas un lieu de formation initiale. Poussée par une logique de rentabilité, dans laquelle stagiaires et apprentis ne sont vus que comme de la main d'œuvre bon marché, l'entreprise ne prend pas le temps de former, les cantonne aux tâches répétitives. Elle est un lieu dangereux pour les stagiaires et apprentis, souvent mineurs, moins en mesure de se défendre. Alors que la loi « Liberté de Choisir son Avenir Professionnel » de 2018, a supprimé des mesures de protections des mineurs en formation, les faits démontrent qu'il est urgent de rétablir ces dispositifs et de redonner des moyens dédiés à l'Inspection du travail pour en assurer le contrôle.

STMicroelectronics : toujours dans le flou sur le nombre de postes supprimés, les salariés de Tours appelés à la grève

À Tours, la CGT et la CFDT ont appelé les salariés de STMicroelectronics à faire grève le jeudi 26 juin, face à l'incertitude qui plane autour du site depuis plus de deux mois. Le nombre de suppressions de postes est toujours caché par la Direction.

Les syndicats veulent savoir combien de postes seront supprimés à Tours, d'ici 2028.

Chimie : Sanofi veut céder Maison-Alfort

Depuis plusieurs mois, la CGT alerte sur les craintes pour l'avenir du site de Maisons-Alfort. Aujourd'hui la cession du site est même dans la presse. La CGT revendique que SANOFI prenne ses responsabilités et apporte de l'activité au site. Le site de Maisons-Alfort est un site dont la principale activité est la mise sous forme pharmaceutique du Lovenox. Si la molécule est en perte de vitesse, le savoir-faire de cette activité de préparation d'injectables biologiques est précieux. Il peut être utilisé pour d'autres médicaments. D'autant plus quand SANOFI annonce sa volonté de devenir un « pure player » immunologie principalement axé sur des technologies issues de la biologie !

Pour la CGT il n'y a aucune raison de se séparer du site de Maisons-Alfort mais toutes les raisons de maintenir au sein de SANOFI le savoir-faire biologique des équipes. L'un des arguments de la direction de SANOFI est de dire que les nouvelles molécules n'arriveront pas assez vite pour être implantées à Maisons-Alfort. Mais pourquoi serait-ce aux salariés de payer les erreurs stratégiques qui ont retardées le rebond de SANOFI ?

L'entreprise a les moyens de maintenir l'emploi et de payer durant la période de creux les formations nécessaires pour monter encore en gamme l'excellence du site de Maisons-Alfort. Il ne tient qu'à elle de démontrer sa volonté d'aller vers l'excellence thérapeutique et manufacturière, plutôt que de céder encore et toujours aux sirènes de la finance.

Monde

La Réunion : Les salariés d'Automobiles Réunion, en grève depuis sept jours, se font entendre dans la rue.

Les salariés du groupe réclament à la direction des avancées dans le cadre des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires). Au départ, les grévistes réclamaient une augmentation de 200 euros par mois et 500 euros sur la prime Macron. Depuis, leur demande est passée à 100 euros d'augmentation mensuelle.

"En ce moment, ils nous proposent 40 euros bruts sur un chiffre d'affaires de 384 millions d'euros de bénéfices. C'est inadmissible. Nous va continuer à combattre ensemble. On ne va rien lâcher", affirme Gilbert Boyer, délégué syndical.

[1 https://www.ouest-france.fr/societe/faits-divers/quatre-personnes-mises-en-examen-dans-lenquete-sur-un-projet-daction-contre-le-salon-du-bourget-](https://www.ouest-france.fr/societe/faits-divers/quatre-personnes-mises-en-examen-dans-lenquete-sur-un-projet-daction-contre-le-salon-du-bourget-)

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement